

Vivre dans le jardin nucléaire avec Ethos, un crime contre l'humanité.

Pierre Péguin, automne 2016,

Pour reprendre les termes d'une récente tribune libre*, les aménageurs de la vie mutilée (vie dite aussi demi-vie**), prétendent que la contamination, dangereuse en principe, s'avèrerait en fait inoffensive dans la vie réelle. C'est un mensonge d'une extrême violence, une insulte aux proches des victimes et aux survivants, dans le but de restreindre les évacuations et les mesures de protection, exposant ainsi les populations touchées aux terribles dégâts sanitaires. C'est un crime.

Il s'agit donc d'endiguer l'horreur des effets de la contamination en la camouflant, en prétendant qu'on peut échapper au danger en s'y confrontant, en gérant sa peur. Car il s'agit bien en effet de bloquer toute véleitité d'hérésies remettant en cause la religion de l'atome, et pour cela d'emplir discrètement les hôpitaux de malades et les cimetières de victimes, plutôt que d'évacuer et de soigner les populations des terres devenues inhabitables. Pas question donc de reconnaître l'inhumanité et la terrible dangerosité de l'atome.

Dans ce qui suit on va voir comment et pourquoi tout est fait pour cacher le crime atomique et ce qu'il en coûte aux populations, avec une grande responsabilité de la nucléocratie française et en particulier de deux de ses principaux représentants Jacques Lochard et Gilles Hériard-Dubreuil.

**Tribune libre collective de : Cécile Asanuma-Brice, Jean-Jacques Delfour, Kolin Kobayashi, Nadine Ribault et Thierry Ribault. <http://sciences-critiques.fr/tchernobyl-fukushima-les-amenageurs-de-la-vie-mutilee/>*

***Michael Ferrier, « Fukushima - Récit d'un désastre » 2012.*

Les enfants sont particulièrement touchés par les catastrophes, un seul traitement disponible la pectine.

En pleine croissance, les enfants sont particulièrement fragiles face à la contamination par les radioéléments dispersés dans l'environnement que ce soit par les catastrophes atomiques jusqu'à des milliers de kms, ou par les multiples incidents qui émaillent le fonctionnement des centres nucléaires. Que faire pour protéger la multitude d'enfants malades ou bien affaiblis vivant dans les territoires contaminés ? Principales victimes, leur situation s'aggrave d'année en année, en fonction de la teneur de leur corps en Césium137 et Strontium 90.

C'est le césium qui se loge dans tous les organes (un peu à la façon du potassium) qui est le plus facile à mesurer pour apprécier la nécessité de donner un traitement. Seule la pectine connue pour permettre l'élimination des métaux lourds, dont les radioéléments, peut soulager ces jeunes.

L'expérience acquise au Belarus montre que des cures de trois semaines de pectine de pomme vitaminée permettent de diminuer la charge de césium, donc de diminuer les dommages. Ces cures peuvent être renouvelées tous les trois mois et doivent s'accompagner de mesures de précaution dans le choix et la préparation de la nourriture.

Mais le lobby de l'atome a bloqué la généralisation de cures de pectine.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la pectine de pomme est un véritable adversaire du lobby atomique. C'est la seule explication de la guerre qu'il lui fait. En effet ceux qui sont chargés de veiller à la protection contre les effets du nucléaire, prétendent que les malades ne sont victimes que de stress et de peurs irraisonnées qui annihilent le système immunitaire. Pour la CIPR* et le CEPN** reconnaître qu'une cure de pectine, connue pour sa capacité à éliminer le césium et le strontium, est efficace pour améliorer la santé des enfants, c'est reconnaître qu'ils sont bien contaminés. Ainsi au nom de la religion de l'atome on condamne des centaines de milliers de jeunes à une vie amputée.

Il est criminel de la part de nos organismes d'Etat de proposer à la Biélorussie et au Japon qui ne demandent que ça, l'application du programme ethos-core dont le rôle est d'étouffer les effets de la radioactivité, pour sauver l'image de l'industrie atomique et celle du pays, et ce aux dépens des victimes abandonnées à leur sort.

Et soyons-en sûrs, il en sera de même chez nous en cas de catastrophe, tout sera fait pour en minorer les effets, pour cacher la réalité des risques et des dégâts humains, le but étant de sauver l'industrie nucléaire quel qu'en soit le prix, au nom de l'identité et de la "grandeur" de la France....

Réclamons que la pectine soit fournie aux enfants de la deuxième génération de Tchernobyl, quasiment tous malades, et à ceux de la première génération de Fukushima. En vue de la catastrophe atomique qui nous menace de plus en plus, réclamons également que la pectine soit disponible pour la distribution en France, comme l'iode pour la thyroïde.

C'est par les études réalisées dans le cadre des projets Ethos et Core que la stratégie du lobby de l'atome a été précisée, il faut donc expliquer de quoi il s'agit, pour comprendre ce qui se passe en Biélorussie, au Japon et ce qui est prévu pour nous....

Le projet franco-européen Ethos

Le projet ETHOS a été mis en œuvre par une équipe de recherche impliquant quatre organismes scientifiques : le Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire (CEPN), l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon (INAPG), l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) et le groupe d'étude Mutadis qui en a assuré la coordination. Il a été présenté comme devant améliorer durablement les conditions de vie des habitants affectés par la présence à long terme de contamination radioactive à la suite de l'accident de Tchernobyl.

Il s'agit en fait de plusieurs programmes successifs, toujours financés par l'Europe et la France (qui y a intérêt), Ethos 1 puis 2, Core, Sage (dans la suite on les appellera « projet Ethos », voire « éthos », pour simplifier). Ils ont été expérimentés sur les populations vivant en territoire contaminé par Tchernobyl, dans des bourgs situés au sud-est de la Biélorussie, à 200 km environ de Tchernobyl.

Le but officiel a été d'étudier comment aider la population à vivre en territoire contaminé par la radioactivité. Le but réel est de prétendre qu'on peut y vivre,

quitte à observer des précautions élémentaires, d'autant que tout est fait pour convaincre qu'il y a peu de contamination, et qu'on peut s'y adapter. Ces campagnes sont soutenues par des « experts » français (Gilles Heriad-Dubreuil, Jacques Lochard) et internationaux des organismes chargés de la sécurité du nucléaire.

Ces intervenants nient la réalité d'une contamination dangereuse. Leur stratégie criminelle va même jusqu'à annoncer que les dommages subis par les habitants ne sont pas dus à la radioactivité, mais à la peur et la phobie du nucléaire qui les rendent fragiles et malades. Donc toute thérapie comme la distribution de pectines n'a pas lieu d'être... Tout cela arrange bien le gouvernement du pays pressé de se débarrasser de cette sale affaire. Et il en est de même au Japon où Jacques Lochard y sévit pour favoriser la relance du nucléaire sous la tutelle française qui a besoin de ce précieux client..

Il en sera de même pour nous après la catastrophe, il est prévu d'évacuer le moins possible d'habitants, et de persuader ceux qui restent que c'est sans risques.... Quitte à imposer une norme de dose recue très importante: En France, la norme actuelle est 1 mSv/an, mais s'il y a un accident, ce sera 20 mSv/an et si on a la malchance d'habiter trop près du désastre, on aura droit à 100 mSv/an. La contamination des aliments est prévue aussi d'être multipliée dans tous les pays européens de façon à ne pas gêner les échanges et les exportations (biznes à usual).

L'épidémie de maladies mortelles ou handicapantes qui se développeront plus tard avec douleur ne comptent pas pour nos dirigeants, les dégâts de santé et génétiques étant reportés dans le temps, la criminalité de la démarche sera diluée, d'autant que les habitants seront rendus responsables de effets de la catastrophe dont ils sont pourtant victimes.

Le projet Ethos ne constitue-t-il pas un crime contre l'humanité, dont les responsables sont la CIPR et le CEPN ?

Quelques chiffres pour bien voir les enjeux : (cf communiqué de la Criirad du 3/10/2016). En situation normale, la limite maximale de dose applicable au public est de 1 mSv/an et cette valeur correspond déjà à un niveau de risque élevé: si 66 millions de Français recevaient une dose de 1 mSv, cette exposition provoquerait en effet, à terme probablement plus de 22 000 cancers radio-induits, sans compter toutes les pathologies non cancéreuses, les malformations et maladies génétiques. Si l'on multiplie ces chiffres par 20 ou par 100, les niveaux de risque retenus par les autorités donnent le vertige.

Il souligne également le nombre très élevé de ceux qui seront exposés à des doses inférieures mais qui n'en sont pas moins inacceptables : des nourrissons, des enfants, des ados pourraient recevoir tout à fait légalement des doses de 10 mSv/an, c'est-à-dire des doses qui ne sont envisageables que pour des travailleurs du nucléaire. Plus les niveaux de références sont élevés et plus s'allègent les dépenses de mesures de protection des personnes et d'indemnisation des dommages. Le choix des autorités est tout à fait cohérent, rappelons en effet que l'industrie nucléaire est dispensée de l'application du principe pollueur-payeur : pour l'essentiel, les conséquences sanitaires et économiques de la catastrophe seront supportées par ses victimes et par l'Etat. La décision de fixer des niveaux de référence aussi élevés est le fruit de 20 ans d'efforts du lobby nucléaire, et plus précisément du lobby nucléaire français (CEPN). Plutôt que de proposer des indemnisations permettant de commencer

une nouvelle vie dans un environnement sain, on enjoint aux victimes d'être résilientes et de s'adapter à la nouvelle réalité : celle d'un environnement contaminé. C'est évidemment tout bénéfique pour l'industrie nucléaire. Les accidents nucléaires majeurs ne sont plus des catastrophes mais des aléas gérables.

Pour se convaincre de la criminalité de l'application du programme ethos, voir ces deux documents :

- Tribune libre collective de : Cécile Asanuma-Brice, Jean-Jacques Delfour, Kolin Kobayashi, Nadine Ribault et Thierry Ribault. <http://sciences-critiques.fr/tchernobyl-fukushima-les-amenageurs-de-la-vie-mutilee/>
<http://sciences-critiques.fr/tchernobyl-fukushima-les-amenageurs-de-la-vie-mutilee/>

- Et la vidéo (30 mn) « Save Kids Japan » , une présentation sous titrée en français d'Ethos Fukushima par la journaliste indépendante japonaise Mari Takenouchi aux prises avec la justice de son pays pour la remise en cause du projet ETHOS, visant à maintenir et faire revenir les habitants de Fukushima dans les zones contaminées.

<http://www.youtube.com/watch?v=ccYPtQwPx78>

Notes :

**-La CIPR, Commission internationale de protection radiologique est une ONG qui émet des recommandations concernant les mesures de sécurité à prendre sur les installations sensibles. Elle fonde ses préconisations sur la base des indications fournies par le Comité scientifique des Nations Unies sur les Effets des Radiations Atomiques, l'UNSCAER. Le mandat de l'UNSCEAR est de rendre compte aux États Membres de l'ONU des effets et dangers des radiations dans l'environnement. C'est au sein de cette instance que la doctrine officielle s'élabore à l'abri de toute critique scientifique ou de remise en cause, L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) ayant abdicqué de toute compétence dans le domaine de la radioactivité.*

La quasi-totalité des réglementations et normes internationales et des réglementations nationales reposent sur les recommandations destinées surtout à ne pas gêner l'industrie atomique.

**-Le CEPN, Centre d'Etude sur l'évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire, représente le lobby nucléaire français. Créé en 1976, Le CEPN est un « faux-nez » du CEA où il a son siège (à Fontenay aux Roses près de Paris), c'est une association qui rassemble : EDF, AREVA, CEA, l'IRSN !*

Les membres de ces structures sont tous issus du même moule, cooptés ou nommés hors de tout processus démocratique, ils sont interchangeables. Ainsi Jacques Lochard est directeur du CEPN et vice président de la CIPR....

Lire « La comédie atomique » d'Yves Lenoir, sur la compromission de ces organismes dont le rôle n'est pas de protéger les populations comme on pourrait le penser, mais de protéger l'industrie de l'atome et leurs servants. 2016, La Découverte, « **Le nucléaire en Asie. Fukushima, et après ?** » de **Mathieu Gaulène**, journaliste indépendant, spécialiste du Japon, où il réside depuis cinq ans, auteur de nombreux articles sur Fukushima et ses suites, la politique énergétique du Japon et l'opposition au nucléaire. 2016 aux éditions Piquier

Annexes :

1) Le jardin nucléaire d'ethos.

Complément d'info sur la pectine - cas de la Biélorussie.

Tous les organes vitaux les plus actifs sont touchés par le césium¹³⁷ qui s'y accumule un peu à la manière du potassium. La seule méthode thérapeutique développée en URSS est la cure de pectine qui a la capacité de favoriser l'élimination du césium, des métaux lourds, et autres radionucléides.

En avril 2000, l'Institut "Belrad" fondé au Bélarus par Vassili Nesterenko a reçu une licence pour la production et l'emploi du complément alimentaire à base de pectine de pomme "**Vitapekt**". Le Centre Commun de Recherche (CCR) de la Commission Européennes à Ispra, Italie, a analysé le Vitapekt en 2001, et noté que cet additif alimentaire, enrichi de vitamines et d'oligoéléments se prêtait bien à un traitement généralisé.

Une étude dans ce sens était prévue avec financement par le programme européen TACIS, dont la finalité essentielle était le secours aux enfants. Mais le lobbying a fait échouer le projet au bénéfice du projet concurrent Ethos-Core , qui s'est opposé à l'emploi de la pectine.

Reconnaître à la pectine de pommes une efficacité et une utilité réelles, constater l'effet bénéfique sur la santé de cet adsorbant naturel qui accélère l'élimination des radionucléides de l'organisme, porterait à reconnaître qu'une contamination de masse à faibles doses existe réellement au Bélarus. Ce serait contraire à la doctrine officielle suivant laquelle les maladies et morts ne sont pas causés par le Césium-137 répandu par Tchernobyl, mais par le "stress", l'angoisse, la peur, les ennuis de l'évacuation. Renoncer à cette doctrine rendrait nécessaire alors d'évacuer tous les enfants des territoires contaminés, ou au moins de distribuer largement cet additif alimentaire, mais cela coûterait cher, et surtout cela nuirait à l'image du nucléaire et du pays....

D'année en année on assiste à une hausse de la morbidité des maladies diverses dans les territoires contaminés. On voit diminuer le nombre d'enfants en bonne santé. A Kiev, par exemple, où il y avait 90% d'enfants en bonne santé avant l'accident, leur pourcentage a diminué au cours des années qui ont suivi pour ne plus constituer aujourd'hui que 20%. La morbidité chez l'adulte augmente aussi sensiblement dans tous les groupes d'âge. La durée moyenne de vie s'abrège en conséquence.

Bien avant Tchernobyl, au temps où la technique d'imprimerie des quotidiens consistait à assembler les caractères en plomb, le groupe pharmaceutique Sanofi produisait déjà un additif alimentaire à base de pectine pour protéger les typographes contre le saturnisme. Maintenant que nous savons qu'en plus des métaux lourds tels que plomb, mercure, cadmium, zinc, manganèse et autres, la pectine a la capacité d'éliminer de l'organisme les radionucléides, y compris le plutonium, pourquoi ne la distribue-t-on pas en France aux travailleurs intérimaires des sous-traitants intervenant dans les centrales nucléaires ?

La Chélation, ou comment la pectine détoxifie l'organisme

La pectine a la capacité d'accélérer l'élimination de l'organisme des radionucléides et des métaux lourds par un phénomène appelé « chélation ». La chélation (prononcer "kélation") est une propriété de certaines molécules organiques de capturer des ions métalliques. Du mot grec "khêlê", qui signifie "griffes" ou "pincés", la chélation est, plus précisément, le processus par lequel une substance organique (l'agent chélateur) se lie à des métaux ionisés (chargés électriquement). Le complexe qui en résulte étant stable, inactif, non toxique et soluble, il est éliminé par voie urinaire. Deux ou trois jours après le début d'une cure de pectine, on observe dans les urines de la personne traitée une augmentation de la concentration en Césium.

On pense que les bactéries intestinales sont capables de couper les longues chaînes moléculaires constituant les pectines en plusieurs fragments, fragments assez petits pour passer la barrière intestinale et entrer dans la circulation sanguine. Certains d'entre eux seraient capables d'adsorber les ions monovalents du Césium : il y a chélation puis élimination.

L'association Enfants Tchernobyl Belarus (ETB). En 2001, à l'appel de Vassily Nesterenko, Solange Fernex et quelques amis et proches ont créé Enfants de Tchernobyl Belarus afin de sauver Belrad de la disparition. Grâce aux dons reçus, ETB soutient l'institut Belrad qui continue tant bien que mal à mesurer le taux de contamination d'enfants et à distribuer des cures de Vitapekt, et ce malgré l'hostilité des autorités.

Site : <http://enfants-tchernobyl-belarus.org>

Adresse pour envoyer des chèques à l'ordre d'ETB: Résidence "Les Clairières" 3, Avenue Pierre Poivre - Appt D11 - 49240 Avrillé.

Effets pervers et but réel d'Ethos.

A partir de 1996 l'Union européenne a financé une série de programmes baptisés ETHOS, ETHOS 2 et CORE, à l'instigation du lobby nucléaire camouflé dans deux institutions le CEPN et la CIPR, l'une purement française, l'autre internationale, mais en fait bien imbriquées (voir en note le rôle de Jacques Lochard).

Dans une première phase (1996-1998), la démarche ETHOS a été mise en œuvre dans le village d'Olmány (District de Stolyn), situé au sud-est de la Biélorussie, à 200 km environ de Tchernobyl. C'est pour une population rurale que les préceptes d'Ethos ont été mis en œuvre, convaincre la population que la vie en zone contaminée est possible, et qu'il ne faut pas avoir peur du nucléaire. La diffusion de cette culture a été parallèlement assurée par l'école. La deuxième phase du projet (2000-2001), co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Etrangères, l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu'Electricité de France et COGEMA, a élargi l'expérience à 5 villages du même district.

C'est là où on voit pourquoi le lobby a œuvré au financement et à la mise en pratique de ces études en Biélorussie et maintenant au Japon, rendant les victimes responsables de ce qu'ils subissent (en gros si leur enfant ou eux-mêmes tombent malades, c'est de leur faute et non la faute du nucléaire et de ceux qui l'imposent...).

Les idées forces d'ethos sont :

- **Inciter chacun à rester vivre dans les zones contaminées;** et à défaut de les soigner, les contraindre à suivre un protocole permettant de survivre dans la contamination à moindre coût. Cela coûte tellement moins cher que d'évacuer, et cela permet de prétendre que la situation est bien contrôlée.

- **Considérer la menace pour la santé comme un problème**

psychologique. Il s'agit de transformer une réalité scientifique (les dégâts de la contamination radioactive), en phénomène faisant l'objet d'un « *ressenti* » individuel, lui-même tributaire de l'état mental, ou psychologique, de chacun. Ce ne serait alors plus la situation de contamination qui serait importante mais la perception qu'on en aurait, et la maîtrise de l'angoisse. On conditionne les populations à la gestion du désastre, en les encourageant à stimuler les comportements appropriés aux modifications de leur environnement.

- **Promouvoir la capacité de chacun à dominer la situation.** Les responsables du désastre entretiennent l'ignorance sur les effets de l'exposition durable à la contamination. Ils préconisent de remplacer les normes de protection par de simples recommandations. On reconnaît là le choix de l'État japonais : maintenir les populations sur place et diminuer d'autant, à court terme du moins, le coût d'un accident nucléaire.

- **Banaliser la radioactivité, cet obstacle que l'on apprend à contourner au quotidien.**

La radioactivité ne poserait alors problème que dans la seule mesure où les pratiques de vie des habitants les amèneraient à la « *croiser* » sur le chemin de l'école, du travail, ou de la promenade. Au Japon, se mène désormais une chasse quotidienne aux taches de contamination radioactive, réduits à des incidents facilement résolus en grattant le sol et en stockant la terre dans des sacs poubelle, ou en installant des rideaux de plomb aux fenêtres des chambres d'enfants afin d'« *éviter la contamination venant de la forêt.* »

Aucune allusion donc à la transmission génétique des dégâts de la radioactivité à la descendance. Mais les habitants ne sont pas dupes et les jeunes filles savent qu'elles auront du mal à se marier, ne pouvant plus enfanter !

En conséquence,

Après la catastrophe de Fukushima, il n'a pas été distribué d'iode stable avant trois jours. C'est une faute grave de ne pas prendre cette mesure de prévention simple pour limiter les maladies de la thyroïde et leurs souffrances.

L'évacuation a été retardée, comme à Tchernobyl. Au-delà de 30 km, il n'y a pas eu d'évacuation et les gens partis volontairement ne sont pas indemnisés. Les règles internationales de protection radiologique n'ont pas été respectées: les doses admissibles de radioactivité ont été rehaussées, même pour les enfants qui sont pourtant tellement plus sensibles aux rayonnements ionisants que les adultes. Les autorités soviétiques avaient refusé de franchir ces limites de doses, mais les autorités japonaises les ont accepté, sous l'influence du lobby de l'atome venu sauver l'industrie nucléaire plutôt que les populations. Et l'OMS a été complètement absente.

Le crime est organisé, et bien rôdé. Il l'ont déjà testé en Biélorussie de 1996 à 2001 et ça marche. Pourquoi ne pas recommencer au Japon avec des moyens encore plus sophistiqués ? La décontamination d'un territoire qui a subi des retombées radioactives étant impossible et l'évacuation des habitants étant trop coûteuse, le village nucléaire international a trouvé la solution : faire croire

à la population qu'on peut vivre en zone contaminée sans danger. On fait semblant de ne pas savoir. On crée des programmes de décontamination qui ne marchent pas, on demande aux gens de retourner vivre chez eux, dans un environnement radioactif permanent. Et surtout, on envoie Jacques Lochard, qui dirigeait le projet Ethos en Biélorussie et qui est aujourd'hui président du CEPN, et vice-Pt de la CIPR, s'occuper des populations japonaises !

Pour le docteur Michel Fernex, sans langue de bois : *"Il est clair que les Japonais doivent être sensibilisés aux dangers du programme Ethos. Ce genre d'action est fait pour neutraliser les associations indépendantes et pour endormir la population avec des actions inefficaces. Et au final, on risque de se retrouver avec un détournement d'argent public au profit d'une organisation qui ne sera même plus là pour compter les victimes dans quelques années."*

Belrad

Vassily Nesterenko et son institut indépendant Belrad, créé en 1990 avec le soutien politique et financier d'Andreï Sakharov, Anatoly Karpov (le champion d'échecs président d'une grande fondation humanitaire), et de l'écrivain Ales Adamovich, avaient mis au point une méthode de radioprotection, comprenant le contrôle radiologique des aliments, l'information et l'éducation de la population, la mesure de la radioactivité corporelle et, si nécessaire la distribution de Vitapect.

Peu après le début de la mise en œuvre de la méthode Ethos dans des villages les plus touchés, à partir de 1996 à l'instigation du lobby nucléaire camouflé dans deux institutions les CEPN et CIPR, l'une purement française, l'autre internationale, mais en fait bien imbriquées (voir en note le rôle de Jacques Lochard), et sous l'égide de Gilles Heriard Dubreuil du bureau d'études Mutadis Consultant, Belrad a été désaisi d'un certain nombre de zones où il opérait, par la suppression progressive de la plupart des centres de contrôle de la nourriture qu'il administrait et par le tarissement de son financement public.

Deux différences majeures entre la méthode du CEPN et celle de Belrad :

1. Belrad a démontré que la radio-protection n'est efficace que personnalisée. La connaissance de la contamination de chacun conditionne l'administration de Vitapect. En revanche Ethos a une action de persuasion psychologique collective visant à convaincre de l'inocuité de la radioactivité, et au contraire de la dangerosité de la nucléophobie.
2. Belrad prend acte de la situation dégradée des territoires contaminés et du destin menacé de ses habitants et condamne la poursuite de l'exploitation de l'énergie atomique. Le tandem CEPN-CIPR inculque aux populations l'idée qu'habiter des territoires contaminés représente une expérience qui vaut la peine d'être vécue. Il défend la poursuite de la production d'énergie atomique.

Il s'agit ainsi pour le lobby de protéger en premier l'industrie de l'atome, remise en cause par les catastrophes, plutôt que de protéger les populations. Il nie toute contamination durable, seules les maladies de la thyroïde sont reconnues comme imputables à la radioactivité (Iode), et que toutes les autres maladies des habitants sont dues à la nucléophobie, à des peurs irraisonnées

du nucléaire. Pour eux, chacun doit apprendre à vivre dans le « *jardin nucléaire* », et est responsable de l'application de précautions élémentaires. Ainsi, si mon enfant ou moi tombons malades, ce n'est pas parce que nous vivons en zone contaminée, c'est parce que nous sommes trop angoissés, et que nous n'avons pas adopté des mesures de précaution : voilà ce que prône « Ethos » !.....C'est ainsi qu'on prive les enfants de ce traitement à base de pectine les condamnant à une vie amputée.

La France a dans ses rangs les champions de la gestion criminelle post-catastrophe,

Jacques Lochard, vice-président de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR), et directeur du CEPN, dont les membres sont le Commissariat à l'Énergie Atomique, Areva, l'IRSN et EDF (une belle brochure dont on ne peut attendre que des bonnes choses...). Il est, un contributeur actif et rusé de la propagation d'éthos à Fukushima, comme à Tchernobyl, soutenu non seulement par la CIPR, mais aussi par l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire), l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire), l'Université médicale de Fukushima ou la Fondation d'extrême droite Sasakawa. Jacques Lochard paraît être l'un des principaux responsables des activités criminelles du lobby de l'atome, de par ses responsabilités nationales et internationales, et par ses interventions assidues au Japon en particulier.

Gilles Hériard-Dubreuil préside le cabinet de conseil Mutadis, sinistrement connu pour son engagement à Tchernobyl, sous subsides européens et internationaux, dans les programmes *Ethos* (1996-2001), SAGE (2002-2005) et CORE (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés du Bélarus, 2003-2008), qui prescrivent aux populations, sous couvert d'intentions thérapeutiques et participatives, des recettes d'accommodation à la vie en zones contaminées. Un des principaux objectifs de ces programmes, a été d'évincer du terrain de Tchernobyl les initiatives de protection sanitaire développées par des médecins et des physiciens après l'accident, avec pour conséquence, la détérioration continue de la santé des populations.

Notons que G.H-D a fondé en 2013 le « *courant* » Écologie humaine, dont le nom reprend une terminologie vaticane, avec Tugdual Derville, porte-parole de « Manif pour Tous », et délégué général de l'Alliance Vita, association d'extrême droite catholique, qui milite contre l'avortement, contre l'euthanasie et contre le mariage entre personnes de même sexe. Cela situe le personnage qui prétend défendre la vie, mais à qui on doit les mensonges monstrueux entraînant tant de victimes.

François ROLLINGER Il est depuis peu « Monsieur Post-accident nucléaire », vous savez l'accident majeur auquel on nous prépare. Un Fukushima en France.

Le village nucléaire mondial

En tout cas, de la même manière qu'il y a un « village nucléaire » nippon, il y a un « village nucléaire » français, très présent au Japon du reste, formé du CEA, du constructeur Areva, de l'exploitant de centrales EDF, de la CGT et des écoles qui forment les élites de ces structures quasi-étatiques, l'école des Mines, Polytechnique ou l'ENA. C'est donc comme au Japon, un petit monde qui

se connaît et échange, passe d'un organisme à un autre, et forme l'un des réseaux les plus influents de la cinquième république. On peut de ce fait s'interroger sur l'indépendance et la neutralité de l'ASN, on en jugera sur l'autorisation qu'elle donnera à la prolongation de fonctionnement des réacteurs vieillissants, aux malfaçons de la cuve de l'EPR de Flamanville et des éléments essentiels des réacteurs, quant à la teneur trop élevée de carbone des aciers les rendant plus fragiles....

Au niveau mondial, ces « nucléocrates » se rencontrent, se cooptent, hors de tout contrôle démocratique et forment effectivement ce que l'on pourrait appeler un « village du nucléaire mondial », coordonné par l'AIEA. De nombreux groupes de travail de l'AIEA ont pour vocation d'améliorer l'image de l'atome par le public, discutant de problèmes liés à l'implantation de centrales nucléaires et à la réaction du public et échangeant leurs outils de communication, leurs éléments de langage.

La France est particulièrement active en Asie. En Corée du sud par exemple, six mois seulement après l'accident de Fukushima, une grande campagne de promotion fut lancée pour vanter les mérites du nucléaire, avec l'appui de l'AIEA et du Forum atomique industriel français (FAIF). Areva est présente un peu partout du Japon à l'Inde en passant par la Chine et la Mongolie, où elle s'est taillé la part du lion dans plusieurs gisements d'uranium. Jusqu'à Fukushima, l'ex-« fleuron de l'industrie française » faisait près de 20% de son chiffre d'affaires en Asie. L'arrêt du parc nucléaire japonais, et du fructueux marché du MOX, a coûté cher à Areva qui y œuvre maintenant à la relance du nucléaire, J. Lochard est à la manœuvre..

Au Japon, la loi sur les secrets d'état, qui englobe le nucléaire, menace de peines lourdes les journalistes qui les divulgueraient. On peut légitimement s'inquiéter des conséquences à long terme de cette loi sur la presse au Japon qui ne brille pas par sa très grande liberté. Certains journaux comme le Tokyo Shimbun ou le Mainichi continuent malgré tout, d'informer de manière très détaillée et avec beaucoup de rigueur sur l'accident de Fukushima et ses suites. Sur internet, dans les réseaux sociaux, ou sur des blogs, des Japonais poursuivent également cette tâche très importante d'informer sur l'accident nucléaire en cours. Que ce soit au Japon ou en France, la critique du nucléaire n'est donc pas aisée.

Et pour coiffer le tout, l'ONU avait mis en place UNSCAER Depuis sa création le 3 Décembre 1955, le mandat du Comité scientifique des Nations Unies sur les Effets des Radiations Atomiques (UNSCEAR) a été de rendre compte des effets et dangers des radiations dans l'environnement. Ses membres sont fournis par les pays nucléarisés dont ils sont chargés de protéger l'activité.

Le rapport de l'UNSCEAR sur la catastrophe de Fukushima Daiichi a été publié plus de trois ans après l'accident (!). Il vise à évaluer les niveaux d'exposition et les effets sur la santé. Il conclut qu'il n'y aura pas "d'augmentation perceptible" (discernable increase) du risque parmi les populations exposées. On peut donc compter sur ce comité qui distribue l'information internationale officielle, formatée, conforme aux besoins de l'industrie de l'atome, excluant toute critique scientifique, pour nourrir les mesures à prendre pour assurer la

santé des populations! Ainsi en-dessous de 100mSv/an l'UNSCEAR considère le risque comme trop faible pour être perceptible et peut être négligé!
Pendant plusieurs jours après l'accident, les médias ont constamment transmis des rapports selon lesquels il n'y avait eu aucun dommage aux réacteurs et donc aucun rejet et ces rapports n'ont pas été corrigés à l'époque par l'AIEA. pendant au moins deux semaines après les premiers rejets de radioactivité, la position des autorités - y compris les organisations internationales - présentée au public mondial, fut qu'il n'y avait pas eu de rejets.

Le CODIRPA: Vers la gestion par l'État de la vie durablement contaminée après un accident nucléaire en France.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) s'est engagée dans la préparation de dispositions visant à préparer la gestion post-accidentelle, dans un premier temps en mettant en oeuvre la démarche PAREX, puis en instaurant un Comité pour la gestion de la phase post-accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique (CODIRPA)."

a) La démarche PAREX, ou comment adapter à la France l'expérience acquise en Biélorussie, étude confiée évidemment à Mutadis Consultant. Elle associe des représentants de différents organismes publics concernés ; des représentants de la société civile (associations, membre de commissions locales, représentants d'administration territoriale, élus territoriaux). Les séances de travail ont été animées par les champions d'Ethos, Gilles HériariDubreuil (Mutadis), Jacques Lochard (CEPN et CIPR) et Henri Ollagnon (INA).

b) CODIRPA (Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle)
En juin 2005, l'ASN a mis en place le CODIRPA chargé d'élaborer les éléments de doctrine correspondants.

« Objectif: Préparer des dispositions visant à répondre aux problèmes complexes de la gestion post-accidentelle, en particulier ceux portant sur la gestion sanitaire des populations, les conséquences économiques ou la réhabilitation des conditions de vie dans les zones contaminées. »

Ont participé aux groupes de travail en tant qu'associatifs (compromis?): Jean-Claude Autret (ACRO), Anita Villers (EDA), Monique Sene (GSIEN).

Ainsi les autorités se préparent à l'accident majeur !

Il ne s'agit plus de traiter la phase d'urgence et de transition mais le « long terme ». Dans les zones agricoles, faudrait-il moissonner pour concentrer la radioactivité et s'en débarrasser, ou chercher sa dilution ? Une publication de 55 pages est disponible sur le site internet du Ministère de l'agriculture et de la pêche. Rôle de l'armée qui aura à gérer la situation, les flux de populations, et... l'expression libre de contre-information ?

Concluons,

Il apparaît clairement que la priorité de l'État et de ses experts officiels du nucléaire est avant tout que l'opinion publique ne remette pas en cause le

nucléaire militaire et civil. Au vu des connaissances actuelles sur les dangers du nucléaire, l'action de nos organismes d'Etat chargés d'assurer notre protection est criminelle, comme l'est celle de nos experts qui agissent à l'international. La « grandeur » de la France, l'armement nucléaire, doivent être préservés au prix du sacrifice des populations, celles qui subissent déjà les contaminations de Tchernobyl ou de Fukushima, et celles qui subiront bientôt de nouvelles catastrophes. Les vies brisées, les souffrances, l'horreur ne comptent pas. Ne comptent pas non plus les études scientifiques concluant à la dangerosité des contaminations, même faibles. Ne comptent même pas les résultats empiriques obtenus par des scientifiques résolus, malgré les obstacles, à soulager les souffrances par les pectines. Ne sommes-nous pas devant un crime contre l'humanité ?

2) Quelques contre-informations et témoignages,

Tchernobyl : Conséquences de la catastrophe sur la population et l'environnement

Si plus de 50% des radionucléides de Tchernobyl ont été dispersés sur tout l'hémisphère nord, près de 5 millions de personnes, essentiellement en Belarus, dont 1 million d'enfants, sont toujours exposés à une contamination dangereuse. L'augmentation de la morbidité, du vieillissement prématuré et des mutations apparaît dans tous les territoires contaminés qui ont été étudiés. Les niveaux de l'irradiation interne sont en augmentation en raison de l'absorption et du recyclage par les plantes du Cs-137, du Sr-90, du Pu et de l'Am. Les populations de plantes et d'animaux irradiés présentent des difformités morphologiques diverses et ont des niveaux nettement plus élevés de mutations qu'avant 1986.

Avec les preuves qui se sont accumulées après les désastres de Tchernobyl et Fukushima, de plus en plus de citoyens soupçonnent les autorités, au niveau national ou international, de ne pas avoir dit toute la vérité. Les citoyens ont raison d'être méfiants, et ce d'autant plus que les experts de santé publique ont été plus ou moins exclus, depuis le début de l'ère nucléaire, de la tâche vitale d'évaluation des effets de l'énergie nucléaire sur la santé et de l'établissement de normes et de critères.

Au niveau international, l'Organisation Mondiale de la Santé a abdiqué son rôle dans le domaine critique du rayonnement et de la santé , laissant à la CIPR le soin de fixer les normes et stratégies. En dépit de ce conflit d'intérêt évident, l'AIEA dicte sa politique. Les conseils et les directives (recommandations) sur les effets sanitaires des activités nucléaires émanent de l'institution nucléaire, qui n'a ni mandat, ni compétence dans la santé publique et qui est dominée par des physiciens, des ingénieurs du nucléaire et des radiologues médicaux - en d'autres termes, par ceux qui utilisent cette technologie.

Nombre total de victimes liées à Tchernobyl

Les premières prévisions officielles de l'AIEA et de l'OMS avaient annoncé peu de cas supplémentaires de cancer. En 2005, le Forum de Tchernobyl a déclaré que le nombre total de morts dû à la catastrophe serait d'environ 9 000 et le nombre de malades dans les 200 000. Le lobby camoufle la réalité.

En effet, peu de temps après la catastrophe, l'espérance de vie moyenne a nettement diminué et la morbidité et la mortalité ont augmenté en Union Soviétique chez les nourrissons et les personnes âgées.

Selon des évaluations fondées sur des analyses statistiques démographiques officielles détaillées dans les territoires contaminés du Belarus, d'Ukraine et de Russie européenne, le nombre de décès supplémentaires liés à Tchernobyl pour les 15 premières années après la catastrophe s'élève à près de 237 000 personnes. Il est raisonnable de supposer que le nombre total de décès liés à Tchernobyl pour la période allant de 1987 à 2004 a atteint près de 462 000 dans d'autres parties de l'Europe, en Asie et en Afrique et près de 331 000 en Amérique du Nord, ce qui représente environ 1 million de décès dans le monde. Le nombre de victimes de Tchernobyl continuera d'augmenter pendant plusieurs générations.

Pour en savoir plus : « *Tchernobyl Conséquences de la catastrophe sur la population et l'environnement* ».

le lien pour commander ce livre qui vient d'être traduit en français

<http://independentwho.org/fr/2015/04/17/livre-tchernobyl-consequences/>

C'est le volume 1181 des Annales de l'Académie des Sciences de New-York, Ce livre rend disponibles d'énormes quantités de preuves issues d'études indépendantes entreprises dans le monde entier et dans les pays les plus touchés, des données uniques et fiables qui ont été ignorées et continuent de l'être par l'organisation mondiale de la santé. Il fournit une vision exhaustive des dimensions réelles de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé et l'environnement.

On y trouve en particulier toutes les pathologies subies par les populations touchées dans tout l'hémisphère nord, avec un nombre de morts évalué à 1 million en 2004 par l'université de médecine de New-York, mortalité appelée à s'accroître.

Les victimes du nucléaire

On fait tout pour cacher les dégâts humains liés au nucléaire, on minore le nombre de victimes survenues après une catastrophe, et on cherche à cacher les effets à long terme de doses moyennes ou faibles sur la santé. En s'appuyant sur des sources vérifiables on verra qu'on ne peut nier que l'industrie du nucléaire civil et militaire est une activité mortifère, aux victimes innombrables, et dont sont responsables tous ceux qui œuvrent à la faire vivre et à la développer.

Il y a d'abord les victimes directes, les victimes d'Hiroshima et de Nagasaki, dont le bombardement atomique avait plus pour but d'expérimenter deux armes (celle à l'uranium et celle au plutonium), et de marquer la supériorité sur l'Urss, plutôt que d'abattre le Japon déjà largement à genoux. 220 000 morts environ en deux jours, ou petit à petit par la suite dans l'horreur. Quel tribunal condamnera un jour ces actes barbares, mais on ne juge que les vaincus, jamais les vainqueurs.

Il y a aussi les « liquidateurs », les armées de jeunes hommes envoyés par l'Urss pour gérer la catastrophe de Tchernobyl. La plupart d'entre eux, des centaines de milliers tombés dans l'oubli, sont morts à petit feu dans des souffrances atroces. On leur doit d'avoir limité l'étendue de la catastrophe.

Il y a les effets sur la population des doses faibles ou moyennes subies par contamination. Les innombrables essais de bombes atomiques ont contaminé tous les êtres vivants de la planète, et pas seulement les populations et les techniciens directement touchés, et à qui on refuse toute reconnaissance de ce qu'ils ont subi.

Le nucléaire dit « civil », la production d'électricité nucléaire, est devenu une source de production essentielle de radionucléides artificiels. Ceux-ci sont disséminés en masse dans l'environnement et s'intègrent aux cycles du monde vivant. La désintégration d'iode, de césium, de strontium et autres isotopes radioactifs au sein de nos organismes est dévastatrice.

S'y ajoutent encore tous les usages de radioéléments, médecine, irradiation des aliments, contrôles de matériaux, les multiples transports de combustibles non sécurisés, les déchets radioactifs pour lesquels il n'existe pas de solution pour des millénaires, etc. etc.

Mais contrairement à ce qu'affirme l'idéologie officielle, le nombre de victimes est considérable : D'après le CERI (Comité européen sur le risque de l'irradiation), le nucléaire c'est 61 millions de morts et 123 millions de cancers de 1945 à 2003, contre 1,1 million et 2,3 respectivement selon les sources officielles. en outre les radiations ont induit une importante mortalité infantile et fœtale (3,4 millions).

Sollicitée et financée par le groupe Verts européens, l'élaboration de cette étude a rassemblé une palette d'experts indépendants du monde entier. Ils ont développé une méthodologie rationnelle qui balaie celle dépassée de la CIPR qui occulte les effets de l'ingestion et l'inhalation de particules. Le CERI prend en compte les effets biologiques des radioéléments artificiels issus des centres nucléaires, radioéléments qui n'existent pratiquement pas dans la nature, et qui s'intégrant à la vie font des dégâts considérables lorsqu'ils se désintègrent dans nos corps. C'est le cas par exemple des atomes de tritium, strontium 90, césium 137, iode, plutonium, etc.

En conséquence ces experts recommandent de réduire la dose maximale de rayonnement admissible à 0,1 millisievert pour chaque être humain (contre 1 mSv actuellement autorisant 5 victimes pour 100,000 personnes).

Ce n'est bien sûr pas le cas des nouvelles propositions européennes, face auxquelles la Criirad lance une campagne importante.

« Recommandations 2003 du Comité européen sur le risque de l'irradiation, étude des effets sur la santé de l'exposition aux faibles doses de radiation ionisante à des fins de radioprotection »

*C. Busby - R. Bertell - I. Schmitze-Feuerhake - M. Scott - A. Yablakov
Comité Européen Sur Le Risque De L'Irradiation, ed Frison Roche, 29.00 €.*

Et il y a l'angoissante transmission de dégâts induits par la radioactivité aux générations suivantes !

Cette question avait été évoquée dès les débuts du nucléaire. Jean Rostand,

généticien avait annoncé que toute la génétique du vivant serait affectée. Et en 1957 l'Organisation Mondiale de la Santé, l'OMS, déclarait « *tout rayonnement artificiel doit être considéré comme nocif pour l'homme du point de vue génétique »*, « *le bien-être des descendants de la génération actuelle est menacé par l'évolution de l'utilisation de l'énergie nucléaire et des sources de rayonnements »* et « *“Le patrimoine héréditaire est le bien le plus précieux dont l'être humain soit le dépositaire, puisqu'il engage la vie de la descendance, le développement sain et harmonieux des générations à venir. Or, le Groupe d'étude estime que le bien-être des descendants de la génération présente est menacé par l'emploi grandissant de l'énergie nucléaire et des sources de rayonnement... Il est démontré que les rayonnements ionisants figurent parmi les agents qui provoquent des mutations chez un grand nombre d'organismes, des bactéries aux mammifères. Le groupe est d'avis que de nouvelles mutations survenant chez l'homme seront nuisibles aux individus et à leurs descendants. »*

Il est précisé qu'aucune dose de rayonnements ionisants artificiels n'est inoffensive, même si des mécanismes de réparation existent. 'était avant que l'OMS abdique de ses responsabilités dans ce domaine...

Mais les faits sont têtus, on observe que la descendance des liquidateurs survivants loin de Tchernobyl, en zone non contaminée, est menacée de malformations congénitales, de problèmes graves de santé. Des études récentes montrent bien que des dégâts de la radioactivité sont non seulement transmissibles, mais en plus s'accroissent de génération en génération, même en vivant à l'abri de contaminations.

On trouvera dans le journal le « Monde » du 16 août 2012, les premières conclusions de l'étude réalisée sur les mutations de papillons bleus contaminés à Fukushima, étude poursuivie et publiée ultérieurement (Nature.Com 15 May 2014) et confirmée par le Pr Fernex. S'y ajoutent les études de rapaces (Scientific Reports 24 March 2015) , d'hirondelles (Scientific Reports 2 avril 2015), campagnols etc.

Sur ces questions Independent WHO a organisé le 2ème Forum sur les effets génétiques des rayonnements ionisants à Genève le 29 novembre 2014 (lien :http://independentwho.org/media/Forum_2014/Abstracts_resumes_des_presentations_et_biographies_des_intervenants_ForumIWHO2014_FR.pdf).

Quant aux humains, et c'est ce qui bouleverse le plus notre sensibilité. Cela se traduit le plus souvent par une augmentation des avortements, le fœtus n'étant pas viable, par des naissances monstrueuses, par la stérilité, par une fragilité et des maladies de vieux.

Ces atteintes transmissibles au cours des divisions cellulaires et de génération en génération, n'impliquent pas à leur origine, que le rayonnement ait altéré des chromosomes ou des gènes. Ces atteintes transgénérationnelles, donc transmissibles d'un individu à ses descendants, consiste en une instabilité génomique qui s'aggrave de génération en génération.

Vivre en zone contaminée. Au début des années 80, la population du Bélarus augmentait de 2% par année. mais au cours des années 90, la mortalité a dépassé la natalité, entraînant une diminution de la population particulièrement dans les zones contaminées. .

Dans des régions contaminées, les enfants sont apathiques, fatigués, ils

présentent des troubles fonctionnels cardiaques, des allergies d'autant plus que la charge en Cs-137 mesurée dans l'organisme entier est élevée. Le système immunitaire irradié défend moins bien l'organisme contre les cellules cancéreuses et les maladies infectieuses.

Et en Suède du Nord, dont les communes contaminées par les pluies de Tchernobyl peu après le début de l'incendie du réacteur, est survenue une augmentation de l'ensemble des cancers. Cette augmentation est statistiquement significative, si on la compare avec l'incidence dans les communes suédoises au sud, épargnées par les pluies de Tchernobyl.

Fragilité des embryons et des foetus à des doses extrêmement faibles

Au Belarus, Bandazhevsky a montré que la contamination par le Cs-137 est une des causes des malformations congénitales tant chez les humains que chez les hamsters. Pour 1040 à 1060 garçons nés vivants, ne naissent que 1000 fillettes vivantes. Plus un pays a été contaminé par les radionucléides, plus le déficit d'enfants féminins est important.

Et le témoignage de Bella Belbeoch

La génération de scientifiques agés, nos aînés, fondamentalement engagés contre le nucléaire, s'étiolent. Après Solange Fernex en 2006, Roger Belbeoch en 2011, c'est au tour de Bella Belbeoch (1928-2016) décédée le 24 septembre dernier. Physicienne nucléaire, retraitée du Commissariat à l'énergie atomique elle ne peut être dissociée de Roger née comme elle en 1928, comme elle physicien, et qui a exercé dans un laboratoire universitaire de recherche (Orsay, Paris-Sud).

Militants antinucléaires, ils se sont intéressés aux effets biologiques des rayonnements ionisants, aux dangers de l'énergie nucléaire. Les travaux sur l'impact des rayonnements ionisants sur le vivant les ont convaincus de la nécessité de sortir en urgence du nucléaire.

Cela fait bien longtemps qu'ils affirmaient que « *C'est avant l'accident qu'il faut agir. Après, il n'y a plus qu'à subir.* » animateurs de « Stop Nogent », ils ont dénoncé depuis longtemps le projet éthos, appelant à l'arrêt du nucléaire.

Ils ont toujours été sans concessions avec ceux qui mégotent sur cette nécessité, avec ceux qui manquent de radicalité, conspuant ceux qui frileusement craignent que cela implique de brûler plus de charbon.

Jusqu'au bout, inlassablement, ils se sont battus, dénonçant les tièdes, démontant les mensonges de la propagande nucléaire, apportant leurs connaissances et contre-expertise scientifique.

Et Bella née Goldsztein, a connu l'horreur de la guerre en tant que juive. Elle n'a pas oublié ceux qui l'ont sauvée. Encore récemment, en juillet dernier, elle écrivait, et cela nous renvoie à ce qui se passe aujourd'hui :

« Merci aux habitants du Joux et de Roussines, aux parents d'Andrée à La Souterraine qui m'ont assuré la sécurité et où j'ai vécu dans une atmosphère chaleureuse jusqu'au 6 juin 1944.

Merci à ma professeure de mathématiques qui m'a procuré une carte d'identité vierge à la mairie de Pionnat.

Merci aux maquisards de Georges Guingouin dont les coups de main ont

*occupé la milice à plein temps les empêchant de finir leur sale besogne.
Merci à tous les Justes parmi les Nations.
J'espère qu'en France il y aura toujours des personnes solidaires des
persécutés.»*

Lire de Roger Belbéoch "[Tchernoblues](#)", édité par l'Esprit Frappeur:

Une pastille d'iode pour faire passer la pilule nucléaire

par Claude-Marie Vadrot

<http://www.politis.fr/articles/2016/01/une-pastille-diode-pour-faire-passer-la-pilule-nucleaire-34021/>

A partir du lundi 1er février, des pastilles d'iode sont distribuées à quelques millions de personnes par les municipalités et les pharmacies situées dans un rayon de dix kilomètres autour des 19 sites nucléaires. La dernière distribution a été organisée en 2009. Premier problème : le temps de péremption de ces pastilles destinées à protéger la thyroïde en cas d'accident, est de cinq ou six ans. Seconde difficulté : au bout d'un certain temps – deux à trois ans établissent les enquêtes –, les familles ne savent plus où sont rangées ces sacrées pilules. Il en est de même des mairies qui doivent en conserver un stock important dans des cartons dont tout le monde oublie rapidement où ils ont été entassés et dans quelles conditions de température et d'hygrométrie. Dans le fond, si l'on peut dire, ce n'est pas vraiment grave, car ce « médicament » vise simplement à éviter la fixation de l'iode radioactif, rejeté lors d'un accident, sur la glande thyroïde. Pas plus. Rien ne peut éviter la contamination par tous les autres effluents radioactifs rejetés (plutonium, par exemple). Mais il y a plus étonnant encore : sur les affichettes et les modes d'emploi qui accompagnent les pastilles on peut lire qu'elles doivent être prises « deux heures avant l'exposition » et que leur effet ne dure que six heures. Ce qui implique d'abord que les habitants touchés connaissent à l'avance l'heure de l'accident et qu'ensuite ils se débrouillent. Le plus ridicule, c'est qu'une autre instruction, émanant des autorités, précise qu'il ne faut surtout pas prendre la pastille avant d'en avoir reçu l'ordre par les responsables de la préfecture ou par la salle de crise de l'IRSN (Institut de Radioprotectons et de Sûreté Nucléaire) située à Fontenay-aux-Roses et qui a pour tâche de suivre en direct tous les développements des accidents nucléaires.

Quand on les interroge, les ingénieurs de cet organisme ne cachent pas qu'ils sont tout à fait sceptiques sur l'utilité de l'iode. Tout comme ils sont pour l'instant incapables de dire si, en cas d'accident, il est préférable de s'enfermer dans une maison calfeutrée ou de s'en aller le plus vite et le plus loin possible. Les deux thèses s'affrontent depuis longtemps. D'autant plus que les habitants devant être informés d'un accident pas la sirène de la centrale (un code que 99% des personnes ignorent), il n'est pas vraiment certain qu'elle soit entendue dans un rayon de dix kilomètres. Les mouvements écologiques et les associations environnementales ajoutent que si l'accident se produit quand il fait du vent, la zone irradiée dépassera en quelques minutes largement les dix kilomètres, au moins dans une direction, comme l'ont prouvé les exemples de Tchernobyl et de Fukushima.

La distribution de la pastille ne serait donc guère autre chose qu'une (très coûteuse) opération de communication destinée à faire avaler la pilule

nucléaire aux Français concernés.

Le Dr Michel Fernex dénonce mensonges et silences qui mettent en danger les populations

De retour d'un voyage de dix jours au Japon, le Dr Michel Fernex dénonce mensonges et silences qui mettent en danger les populations contaminées par la catastrophe de Fukushima. (interview de Mathieu Gaulene*)

Que reprenez-vous de vos échanges avec des professeurs de la faculté de médecine de Fukushima ?

J'ai pu rencontrer quatre professeurs de cette université, en cardiologie, urologie, médecine interne et ophtalmologie. Des médecins qui semblent tout ignorer des affections liées à la contamination. Ils étaient très surpris de voir apparaître chez des sujets jeunes des infarctus du myocarde, du diabète, des maladies des yeux. Je leur ai parlé des travaux du professeur Bandajevsky, de Gomel, en collaboration avec l'institut indépendant Belrad, auprès des populations touchées par Tchernobyl. Ces études ont mis en évidence les liens entre contamination, notamment par le Césium 137, et ces pathologies.

Directive a été donnée à l'université de Fukushima de ne pas parler de nucléaire. Seul un jeune professeur d'écologie tente des études sur les conséquences de la catastrophe sur les enfants. Il subit des menaces. La majorité des universitaires sont disciplinés, ils ferment les yeux pour sauver leur carrière : c'est très grave. Un pays aussi fort en recherche que le Japon devrait approfondir les études sur les altérations génétiques induites par la contamination et développer des antimutagènes pour réduire les anomalies génétiques qui se transmettent de génération en génération.

Des maladies de la thyroïde apparaissent déjà, mais les cancers ont un temps de latence qui fait qu'ils ne séviront que dans quatre ans, tout comme les cancers du cerveau chez les enfants et plus tard chez les adultes. Le nombre de bébés de faible poids à la naissance augmente. Le nombre de naissances de filles baisse de 5 % parce que l'embryon féminin est plus vulnérable. L'évolution des maladies du nouveau-né et du mongolisme est encore gardée secrète.

Comment les populations des régions contaminées vivent-elles aujourd'hui ?

J'ai rencontré des femmes réfugiées à Kyoto qui n'ont pas été informées des risques, ni des précautions à prendre, qui ne recevaient pas de nourriture propre. Dans la ville de Fukushima, les gens restent enfermés dans les maisons, ne jardinent plus. La radioactivité est excessive, même dans les cours d'école décapées. Le gouvernement veut renvoyer des familles actuellement à l'abri des radiations dans leurs quartiers d'origine encore très pollués.

Dans les campagnes, des petits paysans qui vivent en autarcie se nourrissent de riz contaminé. Un riz qui n'est plus vendable. Les paysans sont ruinés. Ils auraient besoin de pectine pour bloquer l'absorption des

radionucléides et accélérer leur élimination.

De la pectine de pomme ?

L'expérience acquise au Belarus montre que des cures de trois semaines de pectine de pomme vitaminée permettent de diminuer la charge de césium, donc de diminuer les dommages aux tissus. Ces cures peuvent être renouvelées tous les trois mois et doivent s'accompagner de mesures de précaution dans le choix et la préparation de la nourriture pour protéger notamment les enfants. Les autorités japonaises n'ont pas fait ce travail d'information et de prévention. En revanche, la traduction en japonais du Petit guide pratique d'une radio-protection efficace, écrit par Vladimir Babenko, de l'Institut Belrad, a été très vendue au Japon.

Autrement dit, les leçons de Tchernobyl n'ont pas été entendues par les autorités ?

Non. Après la catastrophe, il n'a pas été distribué d'iode stable dans les trois jours. C'est une faute grave de ne pas prendre cette mesure de prévention simple pour éviter les maladies de la thyroïde et les souffrances. L'évacuation a été retardée, comme à Tchernobyl. Au-delà de 30 km, il n'y a pas eu d'évacuation et les gens partis volontairement ne seront pas indemnisés. Les règles internationales de protection radiologique n'ont pas été respectées : les doses admissibles de radioactivité ont été rehaussées, même pour les enfants qui sont pourtant cent fois plus sensibles aux rayonnements ionisants que les adultes. Les autorités soviétiques avaient refusé de franchir ces limites de doses. Les autorités japonaises ont accepté, sous l'influence du lobby de l'atome représenté par l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique], venue sauver l'industrie nucléaire plutôt que les populations. Et l'OMS était complètement éteinte.

Conférence récente de Nakajima Takashi, habitant à Sōma, ville du département de Fukushima,

les fonctionnaires gouvernementaux nous disent d'oublier l'accident. Un professeur va même répétant que nous ne devons pas craindre de nous exposer à une irradiation de cent millisieverts, si bien qu'on l'a surnommé "Monsieur-cent-millisieverts". La quantité maximale d'exposition à l'irradiation admise au plan international pour les gens ordinaires est d'un millisievert par an, et les lois sont faites selon cet accord. Les habitants de Fukushima bénéficieraient-ils, eux, d'une immunité contre cent millisieverts ? Sûrement non, et je comprends donc le sentiment de ce jeune père. Il est naturel d'éviter de manger des aliments dangereux.

Oubliez et n'ayez pas peur,

Savants et médecins ignorent quel est le degré de dangerosité d'une exposition à une irradiation de faible intensité. Le gouvernement et TEPCO disent que, comme nous ne le savons pas, nous ne devons pas avoir peur. Nous, au

contraire, nous avons peur parce que nous ne savons pas, et de cette ignorance naît notre souffrance.

Le gouvernement et certains dirigeants d'une coopérative de pêche me critiquent en disant : *“Cinq ans déjà ont passé. Pour effacer la mauvaise réputation de Fukushima et remettre sur pied le département, il ne faut plus parler de ses malheurs. C'est ce que nous nous efforçons de faire, mais vous, Nakajima, vous sapez nos efforts en claironnant les souffrances de la région.”* et ils ajoutent *“N'ayez pas peur de la radioactivité, mangez, buvez et profitez de la vie. Voilà quelle est l'attitude louable des gens qui aiment Fukushima et le Japon.”*

En juin, le gouvernement a décidé d'annuler l'interdiction d'habiter les lieux dont la pollution est inférieure à vingt millisieverts. Immédiatement après, la compagnie TEPCO a dit qu'elle cesserait de verser aux réfugiés l'indemnité compensatoire à partir d'avril 2017, et presque aussitôt le département de Fukushima a annoncé que l'indemnité de logement passerait, en 2017, de 60 000 *(~ 527 euros) à 30 000 yens (~ 263 euros), puis à 20 000 yens (~ 176 euros) en 2018 et qu'après, elle ne serait plus versée.

Or cette indemnité est très utile aux réfugiés. Certainement Monsieur et Madame Tanji, qui se sont réfugiés ici, la reçoivent.

Du parterre, Madame Tanji crie : “Nous ne la touchons pas!”

Ah, vous ne touchez pas cet argent ! Bravo ! Vous avez votre fierté d'honnêtes gens ! Mais pour beaucoup, il est difficile de subsister sans cette aide. Sans elle, beaucoup de réfugiés devront, de gré ou de force, retourner dans leur ancienne ville. Le gouvernement les oblige ainsi à revenir. Mais le pourront-ils ?

Dans la ville de Naraha, où les gens ont désormais le droit de loger, seulement 7% de la population est revenue. La plupart de ceux qui sont rentrés sont des gens de plus de soixante ans et capables de conduire une auto. Aucune famille avec de jeunes enfants n'est revenue. Dans une telle ville, des commerçants ne peuvent venir s'installer, car ils ne pourraient vendre leurs marchandises aux sangliers. Les jeunes parents redoutent que leurs enfants ne soient contaminés par les radiations. Est-ce qu'ils vont revenir en un lieu pollué à vingt millisieverts ?

Lorsqu'on prend conscience des horreurs engendrées par le nucléaire, horreurs qui se perpétuent dans la descendance des êtres contaminés, et lorsqu'on imagine qu'il faudra en gérer les déchets pendant des dizaines de milliers d'années -ce qui dépasse l'entendement, alors comment ne pas se révolter et exiger l'arrêt pur et simple du nucléaire civil et militaire ?